

## TRIBUNE

# Lettre ouverte d'Anne Hidalgo aux acteurs de l'économie sociale et solidaire

LE 10 DÉCEMBRE 2021 6 min

**A l'occasion du congrès de l'économie sociale et solidaire, qui se tient à Paris ce vendredi, la candidate socialiste à l'élection présidentielle détaille les mesures qu'elle envisage pour favoriser le développement de ce secteur.**

Par Anne Hidalgo

Chers salariés, employeurs, bénévoles, forces vives de l'économie sociale et solidaire (ESS) en France,

Je suis animée par la conviction que l'ESS doit devenir dans notre pays le modèle de référence de notre économie. Elle est en effet à la croisée des urgences du temps présent, avec des entreprises toutes à la fois pionnières dans la transition écologique, laboratoires d'une nouvelle citoyenneté, enracinées dans nos territoires et porteuses de valeurs universelles !

Partout en France, l'ESS invente des solutions dans les domaines stratégiques de la solidarité avec nos concitoyens les plus fragiles, elle donne l'opportunité à tous de grandir à travers l'éducation populaire, la culture, le sport...

L'ESS représente aussi un espoir pour les jeunes générations. Conscientes des défis que nous devons relever, elles souhaitent travailler dans des organisations qui mettent les valeurs au cœur de leur projet. Partout où je les rencontre elles me parlent d'ESS !

Soyons clairs : l'ESS est demeurée au cours de ce mandat une question périphérique, alors qu'elle représente aujourd'hui un peu plus de 10 % du PIB. J'ai l'ambition de lui faire franchir, dans un futur proche, le seuil de 25 % de l'économie française afin que ses valeurs et pratiques irriguent notre société.

C'est possible !

Pour atteindre cet objectif je veux mettre en place un plan ambitieux qui agira à trois niveaux.

Le premier levier sera une action publique continue. Un de mes premiers actes sera ainsi de nommer un.e ministre de plein exercice chargé.e de l'Economie sociale et solidaire pour renouer avec la dynamique des avancées impulsée en son temps dans la loi Hamon de 2014.

Je donnerai les moyens à ce ministère de soutenir les initiatives et je le mettrai au cœur des arbitrages sur toutes les politiques publiques : alimentation et politique agricole, éducation, santé, transports, commerce, parité, lutte contre les discriminations. Je demanderai à tous les membres du gouvernement de nommer un référent ESS dans leurs équipes rapprochées car, je souhaite que le gouvernement s'inspire de la pratique démocratique de l'ESS pour orienter les politiques publiques comme beaucoup de maires l'ont déjà fait.

## **Clauses écologiques et sociales**

Le second levier est celui des marchés publics. Il est indispensable que les grands investissements, les achats et les délégations de service publics intègrent de façon obligatoire des clauses non seulement écologiques mais également sociales.

J'ai porté, lors de la candidature de Paris aux Jeux olympiques et paralympiques, l'ambition de la réalisation de 25 % des marchés réalisés par des TPE/PME et des structures de l'ESS. Avec la création de la Plateforme ESS2024, portée par Paris 2024 et Les Canaux, les résultats sont déjà là : plus de 200 entreprises de l'ESS ont remporté des marchés des Jeux.

Je trouve tout simplement scandaleux qu'aucune mesure significative n'ait été prise en ce sens concernant les 100 milliards d'euros d'investissement du plan France Relance.

Comment avons-nous pu, dans l'octroi des aides publiques aux grandes entreprises, faire l'impasse sur un minimum de conditionnalités telles que l'assurance du non-recours aux paradis fiscaux, un partage de la valeur au bénéfice des premiers de corvées, ou encore une trajectoire carbone compatible avec l'accord de Paris ?

Comment dans le même esprit, l'exécutif a-t-il pu mépriser l'innovation sociale au point de l'exclure du champ de la recherche dans les grands plans d'investissement ?

Le troisième levier sera donc celui des moyens.

Pour que l'ESS puisse changer d'échelle, elle doit avoir accès aux mêmes possibilités de financement que le numérique ou l'industrie. Je réformerai le crédit d'impôt recherche (CIR) et je mobiliserai la banque publique pour financer l'innovation sociale. L'Etat veillera à ce que l'extraordinaire creuset d'initiatives qui naissent et grandissent dans nos territoires ruraux et urbains soit soutenu par des fonds régionaux. Ces derniers, pourvus par l'Etat, financeront la

relocalisation des activités, la transition vers l'ESS, l'extension des Pôle territoriaux de coopération économique et des territoires zéro chômeur de longue durée, mais également les entreprises du handicap et de l'insertion car, sous mon mandat, l'Etat accompagnera la création de 250 000 emplois inclusifs notamment dans les nouveaux métiers de la transition écologique et du lien social.

Je n'oublie pas les salariés et les bénévoles de l'ESS en première ligne dans la pandémie, ils doivent être valorisés et soutenus. Je favoriserai la mise en place d'un plan de revalorisation des salaires, de formation et de développement des compétences. Ce sera un grand plan pour le monde associatif qui traduira la reconnaissance de la nation.

## **Un enjeu éducatif**

Enfin, pour former les générations futures et leur montrer que nos façons de produire, d'échanger et de consommer sont une façon de reprendre prise sur notre destin personnel et collectif, je souhaite que l'école permette de découvrir et d'expérimenter l'ESS. Cet apprentissage sera le grand projet qui rassemblera l'école et les acteurs éducatifs. L'enseignement supérieur devra également opérer sa mutation pour mieux intégrer l'ESS, notamment dans les domaines des sciences économiques et politiques. Enfin, l'éducation populaire sera soutenue car elle permet à tous les citoyens d'accroître leurs connaissances et d'acquérir de nouvelles capacités pour changer leur vie.

Avec l'ESS, la France a développé un modèle d'entreprise fondé sur le partage de la valeur et l'attention à la planète : elle tient ensemble le souci de la dignité humaine et de notre « maison commune ». Cette nouvelle économie plus responsable et durable doit prendre une place prédominante dans l'économie mondiale.

La réforme européenne en cours sur la finance durable peut permettre d'enfin tenir compte des conséquences sociales et environnementales de l'activité des entreprises, elle peut esquisser un nouveau cadre commun qui donne le pouvoir aux citoyens de peser sur l'économie. Aussi, je porterai personnellement cette voix au niveau européen, et au sein des Nations unies pour défendre le nouvel ordre économique mondial que l'ESS défend.

Vous l'avez compris, mon but sera de faire basculer petit à petit l'économie et toute notre société vers des pratiques plus solidaires, fidèles aux valeurs de l'ESS, en France, en Europe et dans le monde !